

LA PROFESSION COMPTABLE AU SERVICE DE LA TRANSFORMATION DE L'AFRIQUE



SAISIR LE POTENTIEL DE L'AFRIQUE

Les perspectives de l'Afrique sont directement liées à la contribution de la profession comptable.

Les professionnels de la comptabilité et de la finance du secteur public et privé jouent un rôle essentiel dans le développement économique durable de l'Afrique. Les membres des conseils d'administration, les directeurs financiers et les conseillers commerciaux des entreprises et des organisations du secteur public peuvent aider à relever les défis, notamment les effets du changement climatique, le manque d'accès à l'énergie et d'intégration régionale, les inégalités, la faible croissance et la dette publique.

L'Afrique est unique en raison de son orientation économique vers les matières premières et la production de base, de son urbanisation rapide, de la jeunesse de sa population et de ses ressources naturelles. Compte tenu de sa démographie positive et de la richesse de ses ressources naturelles, l'Afrique est bien positionnée pour la croissance et la transformation. Toutefois, une plus grande intégration régionale et un financement important sont nécessaires pour réaliser l'[Agenda 2063](#) de l'Union africaine et pour renforcer le rôle du continent dans l'économie mondiale. Selon la [Banque africaine de développement](#) (BAD), les besoins en infrastructures, y compris le soutien à l'adaptation de l'Afrique au changement climatique et à l'atténuation de ses effets, sont estimés à un coût annuel compris entre 68 et 108 milliards d'USD. La capacité de l'Afrique à croître durablement dépend de la mobilisation des flux de capitaux du secteur privé en plus des capitaux du secteur public, de la diversification des stratégies de levée de capitaux et de la possibilité de rendre les projets bancables en réduisant les risques et en renforçant la confiance des investisseurs.

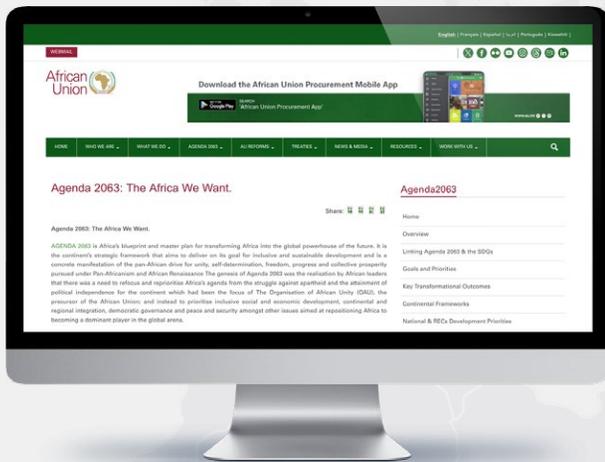
En tant que conseillers de confiance, les professionnels comptables peuvent aider les gouvernements et les entreprises à accéder au financement et à trouver d'autres sources de financement, notamment par le biais de partenariats public-privé innovants et en fournissant des informations permettant une prise de décision éclairée.

Lors de la réunion du groupe consultatif [Professional Accountants in Business \(PAIB\)](#) de l'IFAC en Afrique du Sud en mars 2024, des experts régionaux ont discuté de la façon dont les professionnels de la comptabilité et de la finance renforcent la croissance de l'Afrique grâce à l'intégration régionale et à la mobilisation du financement du développement durable et des capitaux privés. Le panel était dirigé par le président du groupe consultatif PAIB, **Sanjay Rughani**.

Les panélistes

- **Landry Singé**, Senior Fellow Global Economy and Development Program, Brookings Institution
- **Wale Shonibare**, directeur, énergie, solutions financières, politique et réglementation, Banque africaine de développement
- **Josephine Okui Ossiya**, PDG de l'Autorité des marchés financiers de l'Ouganda et membre du groupe consultatif de la PAIB
- **Allen Asiimwe**, chef des programmes et directeur général adjoint, TradeMark Africa
- **Angge Roncal Bazan**, spécialiste des investissements ESG - Développement ESG et plaidoyer, Amundi Asset Management
- **Bruce Thomas**, directeur financier : Reporting, Nedbank
- **Chemutai Murgor**, directeur financier pour le Kenya, Standard Chartered Bank
- **Cobus Grove**, spécialiste, Investec Bank Ltd Afrique du Sud et Royaume-Uni
- **Ravi Poyyapakkam**, directeur

LES INFORMATIONS CLES SUR L'AFRIQUE



L'opportunité démographique et économique

- 2,1 milliards de personnes vivront en Afrique en 2040, contre 1,4 milliard en 2020. D'ici à 2030, environ 40 % des jeunes du monde entier seront africains. 59 % de la population vivra dans des zones urbaines d'ici 2050, et d'ici 2030, il y aura 17 villes de plus de 5 millions d'habitants et 5 de plus de 10 millions d'habitants.
- Le continent compte 12 des 20 économies à la croissance la plus rapide et deviendra la deuxième région du monde à la croissance la plus rapide.

2,1 MILLIARDS DE PERSONNES VIVRONT EN AFRIQUE EN 2040, SOIT UNE AUGMENTATION DE 1,4 MILLIARD EN 2020.

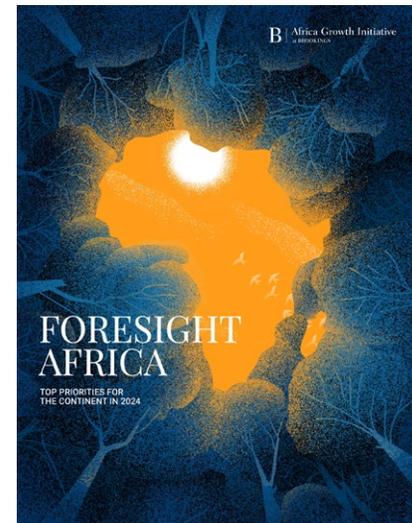
LE CONTINENT POSSÈDE 12 DES 20 LES ÉCONOMIES À LA CROISSANCE LA PLUS RAPIDE.

Une transition juste

- L'[Agenda 2063](#) est le plan directeur et la feuille de route pour la transformation de l'Afrique en vue d'une croissance inclusive et durable. Le développement durable. Il identifie les objectifs et les priorités pour stimuler la croissance économique et le développement durable, notamment la résilience climatique, la paix et la sécurité, l'intégration régionale, la transformation numérique, le financement du développement et le renforcement du capital humain dans le contexte d'une transition juste.
- Une transition juste exige de prendre en compte à la fois l'impact sur l'environnement et les besoins en matière de développement social et économique. L'Afrique génère environ 4 % des émissions mondiales, dont 68 % proviennent de quatre pays : L'Afrique du Sud, l'Égypte, l'Algérie et le Nigeria. L'Afrique est touchée de manière disproportionnée par les risques physiques du changement climatique, ce qui entraîne des défis sociaux et économiques. Le manque d'accès à l'énergie est un défi majeur à relever (environ 43 % de la population, soit 600 millions de personnes, n'ont pas accès à l'électricité et la demande d'énergie abordable devrait croître rapidement).

Possibilité d'intégration régionale et de financement

- La connectivité et l'intégration régionale sur l'ensemble du continent africain sont des objectifs importants pour la croissance économique durable. Elle peut être favorisée par l'amélioration du commerce intracontinental, de la technologie et des infrastructures.
- Des aug U Une augmentation importante des investissements dans les infrastructures sont nécessaires pour stimuler le commerce et faciliter l'adaptation au changement climatique, tout en faisant face à la détresse de la dette souveraine, aggravée par une inflation galopante.



[Foresight Africa 2024, Top Priorities for the continent in 2024](#), Brookings Institution, souligne les priorités suivantes pour l'Afrique en 2024

- Le financement du développement
- Le changement climatique
- L'esprit d'entreprise et la transformation structurelle
- Le commerce et l'intégration régionale
- L'économie numérique
- Le Genre

Les économies africaines peuvent mettre en œuvre des programmes économiques complets en élaborant des stratégies de croissance verte et durable dirigées par les pays. Toutefois, pour que ces politiques soient couronnées de succès, elles doivent bénéficier d'un environnement politique approprié et d'un financement adéquat provenant de sources nationales et extérieures

LE COMMERCE - LA ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE CONTINENTALE AFRICAINE

L'accord AfCFTA, signé par 54 pays africains, vise à créer un marché africain unique pour les biens et les services afin de stimuler le commerce intracontinental et de favoriser l'intégration économique et le développement industriel. La Banque mondiale estime qu'en prenant les bonnes mesures, l'AfCFTA pourrait augmenter les exportations de l'Afrique vers le reste du monde de 32 % d'ici à 2035 et catalyser les investissements directs étrangers.

Le développement économique de l'Afrique dépend en grande partie de la croissance des exportations de produits clés tels que le café, le coton, les textiles et les matières premières. L'augmentation des importations continentales contribuera au développement des chaînes de valeur régionales, en particulier dans de nouveaux secteurs compétitifs tels que les matières premières pour la production de batteries.

L'AfCFTA offre un potentiel énorme, mais comporte des risques importants, notamment l'augmentation des émissions et l'impact des développements réglementaires sur les marchés étrangers, tels que le mécanisme d'ajustement aux frontières pour le carbone de l'UE. Le rythme actuel d'augmentation du commerce national et international des marchandises risque d'accroître considérablement la contribution de l'Afrique aux émissions mondiales.

Il est donc nécessaire de réduire l'empreinte carbone et d'investir dans la réduction des émissions. Le durcissement des réglementations sur les marchés d'exportation doit s'accompagner d'une meilleure gestion des risques et de solutions visant à limiter la croissance des émissions et à favoriser l'efficacité. L'augmentation des échanges intracontinentaux dépasse actuellement les investissements et les capacités nécessaires pour améliorer l'efficacité des échanges et réduire les blocages et les barrières.



En tant que partenaires stratégiques, les professionnels de la comptabilité et de la finance ont un rôle de conseil essentiel à jouer pour aider les entreprises à tirer parti du potentiel de croissance considérable que représente l'augmentation des échanges commerciaux, tout en en maîtrisant les risques. Il s'agit en particulier de conseiller les petites et moyennes entreprises et les entrepreneurs sur la manière de s'adapter et de tirer parti de la croissance du commerce et d'augmenter la capacité de production et la productivité.

[Journey to AU2063 : professional accountants empowering the AfCFTA agreement](#) identifie la manière dont la profession peut contribuer de manière significative à surmonter les obstacles au commerce en tant que super-connecteur des acteurs clés de l'AfCFTA :

- Harmonisation des services professionnels (facilitateurs de qualité)
- Harmonisation de l'écosystème institutionnel (prestataires de services de surveillance)
- Harmonisation de l'écosystème commercial (acteurs du commerce)
- Harmonisation de l'écosystème financier (bâtisseurs de ponts)
- Harmonisation des politiques et des écosystèmes politiques (ratificateurs)

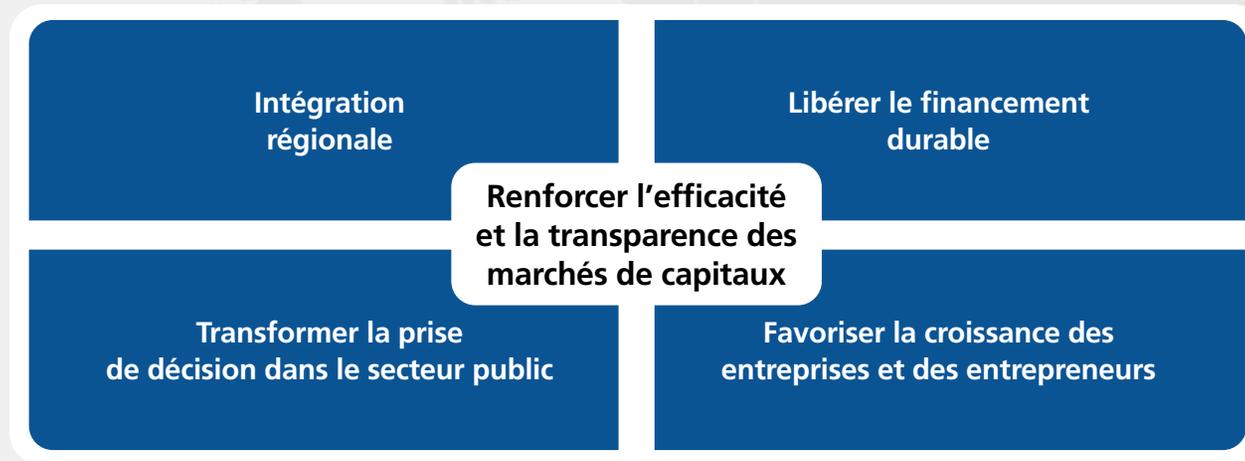
LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET L'ÉLECTRIFICATION

- Le secteur de l'énergie est un domaine clé pour le développement. La croissance économique dépend de l'énergie et du passage à l'électrification.
- Une augmentation de 100 % de la demande d'électricité est prévue d'ici 2040, et une augmentation de 150 % de la production d'énergie est nécessaire pour atteindre l'accès universel d'ici 2030.
- Comblent le déficit énergétique actuel et maintenir l'infrastructure du réseau devrait coûter environ 86 milliards de dollars par an. En 2022, seuls 3 % environ des investissements mondiaux dans le secteur de l'énergie ont été réalisés en Afrique, et l'Afrique subsaharienne n'a reçu qu'environ 2 % du financement mondial de la lutte contre le changement climatique en 2021 et 2022.
- Les ambitions des gouvernements d'atteindre l'accès universel d'ici 2030 nécessitent de multiplier par trois les investissements dans le secteur de l'électricité, principalement dans la production à faible émission de carbone et dans les réseaux de distribution.
- Le secteur privé a un rôle clé à jouer dans l'acheminement du financement climatique vers l'Afrique, en mettant davantage l'accent sur l'adaptation au climat et les infrastructures à faible émission de carbone, afin de favoriser la résilience climatique et d'accroître le PIB, parallèlement à d'autres objectifs tels que l'amélioration de la productivité et de l'inclusion.
- Le financement doit s'aligner sur les besoins du continent et tirer parti de ses ressources naturelles en gaz naturel et en énergies renouvelables. Le gaz naturel servira de passerelle importante pour la décarbonisation, l'infrastructure gazière étant modernisée à l'avenir pour l'hydrogène et l'ammoniac vert.

La BAD fournit un soutien, y compris des solutions financières et politiques, à ses pays membres régionaux et à ses clients du secteur privé. Depuis 2000, elle a engagé plus de 20 milliards d'USD dans le secteur de l'énergie en Afrique (plus de 17 milliards d'USD pour le secteur public et 4 milliards d'USD pour le secteur privé). La BAD a également lancé l'[initiative de la Banque verte africaine](#) pour réduire les coûts de financement et mobiliser les investissements du secteur privé dans l'action climatique en Afrique.

Ses activités dépendent de la capacité de la profession comptable à combler le déficit de financement par le biais d'une réserve de projets susceptibles d'être financés, grâce à l'expertise des experts-comptables dans des domaines tels que la gestion des risques et la diligence raisonnable, l'intégration de tous les aspects pertinents de la durabilité dans la planification et les décisions financières, l'évaluation et la communication des compromis et des investissements. les horizons temporels dans la planification de la transition, et la mise en œuvre de normes et de réglementations pour garantir la transparence et la confiance.

L'INFLUENCE DES EXPERTS-COMPTABLES ET DE LA PROFESSION



RENFORCER L'EFFICACITÉ ET LA TRANSPARENCE DES MARCHÉS DE CAPITAUX

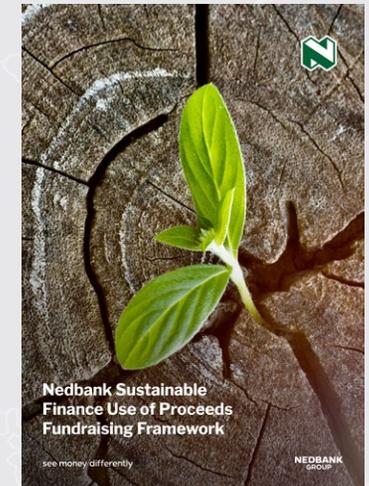
Rapports : Des rapports financiers et de développement durable solides et cohérents, fondés sur les normes internationales d'information financière et les normes IFRS de divulgation des informations sur le développement durable, fournissent des informations cohérentes et comparables sur les risques et les opportunités en matière de développement durable dont on peut raisonnablement penser qu'ils affecteront les perspectives d'avenir d'une entreprise. Associée à une assurance de qualité sur les informations relatives au développement durable et à la déontologie professionnelle, la confiance dans les rapports ouvre l'accès au financement et accroît la participation du secteur privé.

Taxonomies et cadres d'investissement :

La cohérence et l'alignement des taxonomies et des cadres d'investissement sont essentiels pour aider les institutions financières et les entreprises à mobiliser des capitaux pour des activités d'investissement qui stimulent la croissance durable et permettent aux investisseurs de comparer les performances et de prendre des décisions cohérentes en matière d'allocation de capitaux. La situation mondiale en matière de taxonomies est fragmentée, ce qui entraîne

un manque de comparabilité entre les différents pays, les régions et les secteurs. Au niveau régional, on assiste à une consolidation, par exemple avec la taxonomie de l'UE et la taxonomie de l'ANASE pour la finance durable. Une première initiative africaine, l'Afrique du Sud a publié sa Taxonomie de la finance verte, qui est fortement alignée sur la Taxonomie de l'UE. Adaptation

L'adaptation des taxonomies et des [contributions déterminées](#) au niveau national à un contexte local et organisationnel permet d'intégrer les priorités nationales et régionales comme fondement de l'élargissement et du ciblage de la finance durable.



, Les banques et les entreprises qui émettent des instruments financiers durables élaborent des cadres de financement de la durabilité au niveau de l'entreprise afin de communiquer des informations sur le développement durable aux parties prenantes et aux investisseurs les priorités en matière d'émission de dette durable. Par exemple, Nedbank a mis au point son propre [cadre de collecte de fonds pour l'utilisation des produits de la finance durable](#), aligné au niveau international.

Des informations et des analyses de haute qualité :

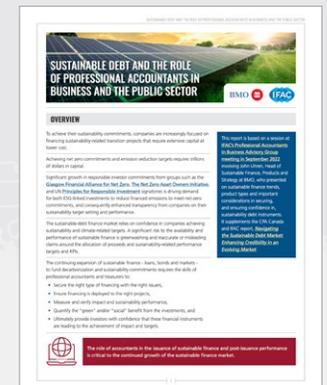
Les compétences analytiques et techniques des professionnels de la comptabilité et de la finance permettent aux entreprises de saisir les opportunités, de développer la responsabilité du conseil d'administration et de la direction, et d'améliorer les analyses de rentabilité et les études de faisabilité, la gestion financière et les stratégies d'atténuation des risques, y compris la modélisation des risques climatiques et des implications financières, et la mise en œuvre de pratiques robustes dans la mesure et l'établissement de rapports sur la durabilité et la performance financière au niveau d'un projet.

L'INTÉGRATION RÉGIONALE FAVORISE L'EFFICACITÉ ET LA CROISSANCE

- Surmonter les obstacles au développement du commerce intra-africain de biens et de services. Cela permettra au secteur privé de tirer parti des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), des opportunités de croissance et participer aux chaînes de valeur régionales dans des secteurs clés tels que l'agriculture, le transport et la logistique et l'industrie pharmaceutique. (voir le rapport PAFA/ACCA pour des recommandations spécifiques).
- Plaider en faveur de l'intégration des marchés de capitaux et du système financier afin de permettre un financement durable efficace et la levée de capitaux. Les marchés des capitaux jouent un rôle essentiel pour attirer les investissements, mais la faible capitalisation des marchés boursiers africains constitue un obstacle.
- Débloquer les investissements dans l'infrastructure du réseau électrique à travers le continent pour stimuler l'interconnexion régionale et l'accès à l'énergie à faible émission de carbone. Pour ce faire, il convient de surmonter les contraintes liées au financement des projets et de réduire les risques d'investissement.
- Harmonisation des normes et des réglementations, y compris les normes comptables et les lois commerciales, afin de favoriser la transparence et de faciliter la création de chaînes de valeur régionales.
- Connecter la profession et ses membres à travers le continent pour créer une reconnaissance mutuelle et des opportunités transfrontalières pour les comptables professionnels et les services de conseil. En collaboration avec les communautés économiques régionales, La PAFA élabore un cadre d'accord de reconnaissance mutuelle pour la profession comptable.

LIBÉRER LE FINANCEMENT DURABLE - LA PARTICIPATION DU SECTEUR PRIVÉ EST UNE NÉCESSITÉ URGENTE

- Réaliser des projets bancables grâce à la viabilité commerciale et aux stratégies de partage des risques. Pour attirer des capitaux privés, il faut que les profils de risque soient moins élevés et que les rendements corrigés des risques soient adéquats.
- Permettre le partage des risques grâce à des accords de financement mixtes. La combinaison de capitaux privés, tels que ceux des banques, avec des financements et des garanties des banques multilatérales de développement et des gouvernements permet de réduire les risques des investissements et de canaliser les financements vers les pays à faibles et moyens revenus.
- Renforcer la confiance entre les partenaires multilatéraux du développement, tels que la Banque mondiale et la BAD, et les gouvernements, afin de mettre en place des modèles innovants de partenariats public-privé et d'encourager les investissements étrangers et nationaux (voir les [leçons du CFO sur le projet d'énergie hydroélectrique de Bujagali](#)). Les partenariats et les modèles de copropriété entre les banques multilatérales de développement, les institutions de financement du développement, les investisseurs institutionnels et les banques seront essentiels pour accroître la participation du secteur privé aux grands projets d'infrastructure.
- Sensibiliser aux opportunités d'investissement et fournir une expertise pour permettre le déploiement d'instruments de financement durable tels que les obligations durables, ainsi que le suivi et l'établissement de rapports sur leurs performances (voir la [dette durable et le rôle des experts-comptables dans les entreprises et le secteur public](#)).
- Améliorer la transparence grâce à des informations de haute qualité et à la divulgation obligatoire des risques et des opportunités en matière de développement durable, ainsi que des implications financières, afin de permettre une évaluation solide des risques.



FAVORISER LA CROISSANCE DES ENTREPRISES ET DE L'ESPRIT D'ENTREPRISE

- Identifier des solutions technologiques pour réduire le coût des opérations et améliorer la facilité de faire des affaires, par exemple pour faciliter le flux des échanges et des données, moderniser les systèmes de paiement (par exemple, le système panafricain de paiement et de règlement). L'innovation devrait également façonner la finance verte, du suivi numérisé des produits financiers verts, tels que les obligations vertes, au développement d'instruments financiers à jetons, en passant par la blockchain et l'intelligence artificielle.
- Naviguer parmi les risques, y compris les développements réglementaires extraterritoriaux tels que les taxes sur le carbone à la frontière qui exigent la traçabilité des émissions et des initiatives de réduction des émissions.
- Mesurer et quantifier les émissions et les autres impacts environnementaux et économiques afin de créer des opportunités de croissance tout en réduisant les émissions, par exemple en passant d'un mode de transport aérien à un mode de transport maritime.
- Conseiller sur les modèles de financement, en particulier pour les PME, et contribuer à élargir l'accès au financement auprès des banques et d'autres sources pour créer et développer des entreprises.

TRANSFORMER LA PRISE DE DÉCISION DANS LE SECTEUR PUBLIC

- L'amélioration de la gestion des finances publiques en Afrique est une étape essentielle dans la lutte contre la pauvreté. La viabilité de la dette et les fuites de recettes dues au gaspillage et à la corruption, grâce à une comptabilité d'exercice et à une gestion financière solides du secteur public de réduire les déficits financiers dans les années à venir. La comptabilité et l'analyse fondées sur les bilans nationaux permettent de prendre des décisions mieux informées en matière de gestion de la dette et des actifs nationaux, qui constituent la base de l'élaboration des politiques et de l'analyse des compromis entre la viabilité de la dette et les objectifs de développement. Les programmes d'allègement de la dette nécessiteront également un bilan des réformes des politiques financières et économiques, une bonne compréhension des implications financières des politiques gouvernementales et des actions politiques, ainsi que des mécanismes de comptabilisation des garanties de la dette afin de renforcer la confiance.
- Une formation adéquate, des qualifications et des normes professionnelles et éthiques solides sont essentielles pour renforcer la gouvernance et la gestion financière du secteur public. Des directeurs financiers et des fonctions financières solides sont nécessaires pour gérer efficacement les finances publiques et donner confiance dans les politiques et les programmes de l'État. Les investissements nécessaires pour atteindre les objectifs et relever les défis de la durabilité (IFAC et ACCA, [A Global Guide for Professionalisation in Public Sector Finance](#))
- Le suivi des progrès et des résultats des activités de financement et d'investissement durables par la comptabilisation et l'établissement de rapports sur les impacts de durabilité et les ressources naturelles est crucial pour la transparence et la responsabilité des impacts à long terme des activités de financement et d'investissement durables. Les décisions des gouvernements. Les rapports sur le développement durable dans le secteur public prennent de l'ampleur, l'[IPSASB](#) prenant l'initiative d'élaborer des normes en la matière, en commençant par une [norme sur les informations liées au climat](#) spécifique au secteur public.



LES ENSEIGNEMENTS DU PROJET HYDROÉLECTRIQUE DE BUJAGALI EN MATIÈRE DE FINANCES PUBLIQUES

Un partenariat public-privé avec le gouvernement ougandais

Plusieurs institutions financières ont contribué au financement de la construction de la centrale électrique de Bujagali. Les prêteurs initiaux étaient la SFI, la BAfD, le FMI, la Banque européenne d'investissement (BEI), la KfW, PROPARGO, l'Agence française de développement (AFD), les prêteurs de l'IDA (Nedbank, Absa, Standard Chartered Bank et BNP Fortis) et la DEG. Le financement partagé a permis de réduire le coût des fonds propres et de partager les risques, tout en bénéficiant de la garantie du gouvernement. En 2018, les prêts ont été refinancés par la SFI, la BAD, la BII et PROPARGO.

La mobilisation des capitaux et la réduction des risques ont été réalisées grâce à

- Engager le gouvernement sur l'importance et le bien-fondé du projet : améliorer l'accès à l'énergie et la fiabilité en éliminant les délestages.
- Lier le projet et les investissements aux ODD pertinents, notamment l'énergie propre et abordable, l'éducation, la santé et le bien-être dans la communauté, l'eau propre et l'assainissement.
- Conseils sur les modalités de financement innovantes, notamment les partenariats public-privé, le capital-investissement et le partage des risques entre les différents fournisseurs de capitaux, afin d'attirer les financements du secteur privé et d'obtenir une combinaison optimale de dettes et de capitaux propres (700 millions d'USD de dettes et 200 millions d'USD de capitaux propres).
- Mettre en place une gouvernance et une conformité solides afin de garantir la responsabilité vis-à-vis des prêteurs et le respect des accords de financement.
- Gestion efficace et continue des risques et le contrôle de gestion interne pour garantir la réalisation des objectifs.
- Renforcer la capacité du personnel financier à mesurer et à collecter des données sur l'impact des projets, à les désagréger, à les relier aux informations financières et à en rendre compte aux investisseurs et aux autres parties prenantes.
- Sensibilisation aux accords d'achat d'électricité et aux mécanismes de partage des risques par le biais de partenariats.
- Créer des partenariats avec des fournisseurs de technologies et d'autres personnes pour apporter leur expertise. Par exemple, travailler avec des experts en environnement pour réaliser des études de faisabilité, protéger les ressources naturelles locales et les ressources en eau. les écosystèmes et minimiser les risques liés au tourisme.



À PROPOS DE L'IFAC

L'IFAC est l'organisation mondiale de la profession comptable dont la mission est de servir l'intérêt public en renforçant la profession et en contribuant au développement d'économies internationales fortes. L'IFAC compte 180 membres et associés dans plus de 135 juridictions, représentant des millions d'experts-comptables dans les secteurs, de l'éducation, des services publics, de l'industrie et du commerce.



A PROPOS DE LA PAFA

La PAFA est un partenaire du réseau de l'IFAC qui représente la profession comptable en Afrique. La PAFA compte 56 organisations membres dans 45 pays d'Afrique et cinq organisations internationales affiliées. La vision de la PAFA est la création de valeur durable pour les citoyens d'Afrique en renforçant la capacité et l'influence de la profession comptable pour améliorer le commerce, la qualité des services et la confiance dans les institutions.